

**Bureau de l'environnement et du
cadre de vie**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement**

**de la société TIAG INDUSTRIE
de respecter les prescriptions applicables aux activités exploitées sur son site de la
ZAC de la Montane – Allée des Ajoncs à EYREIN (19800)**

Le Préfet de la Corrèze,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 122-1 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu le récépissé de déclaration du 22 juillet 2014 relatif aux rubriques n°1510, 2563 et 2663 de la nomenclature des installations classées exploitées par la société VERLHAC INDUSTRIE sur le territoire de la commune d'Eyrein à l'adresse Allée des Ajoncs – ZAC de la Montane ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 11 mai 2016 délivré à la société VERLHAC INDUSTRIE pour l'exploitation de son entrepôt relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'Eyrein à l'adresse Allée des Ajoncs – ZAC de la Montane ;

Vu la cessation d'activité classée initialement à déclaration au titre de la rubrique 2563 notifiée le 12 septembre 2023 par la société VERLHAC INDUSTRIE pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'Eyrein à l'adresse Allée des Ajoncs – ZAC de la Montane ;

Vu le changement d'exploitant déclaré par la société TIAG INDUSTRIE le 13 mars 2024 suite à la reprise des activités initialement exercées par la société VERLHAC INDUSTRIE sur le territoire de la commune d'Eyrein à l'adresse Allée des Ajoncs – ZAC de la Montane ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite au contrôle sur site réalisé le 16 octobre 2025 et le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé daté du 25 novembre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 8 décembre 2025 et lors de l'échange téléphonique avec l'Inspection des installations classées le 12 décembre 2025 ;

Considérant que lors de la visite du 16 octobre 2025, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'absence d'état des matières stockées permettant de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents dans chaque zone de stockage ;
- l'absence de plan général représentatif des zones d'activités ou de stockage ;
- l'absence de consignes relatives notamment aux procédures d'arrêt d'urgence, de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) et d'alerte ;
- la présence de stockages extérieurs de pièces plastiques le long des parois des bâtiments (entrepôt principal et auvent) ;
- la mise en place d'une salle de pause dans une construction installée au sein même de l'entrepôt principal (au sein de la cellule 2) et ne répondant pas aux obligations définies à l'article 4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé ;
- l'absence dans l'auvent et les structures de stockage adjacentes de détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant ;
- la présence de RIA et d'extincteurs rendus inaccessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérants ;
- l'absence de réalisation d'exercices de défense incendie ;
- l'absence de formation du personnel sur les risques présentés par les installations ;
- l'absence de signalement et de fermeture optimale de la porte coupe-feu située entre la zone de bureaux et la cellule 1 de l'entrepôt de stockage principal remettant ainsi en cause le caractère coupe-feu du mur REI 120 attenant ;
- la mise en œuvre non opérationnelle des dispositifs permettant de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu nature ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles suivants de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- article 1.4 (état des matières stockées et plan général représentatif des zones d'activités ou de stockage) ;
- article 21 (consignes) ;
- article 2-III (éloignement des stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie vis-à-vis des parois externes des cellules de l'entrepôt) ;
- article 4 (locaux sociaux) ;
- article 12 (détection automatique incendie) ;
- article 13 (accessibilité moyens de lutte contre incendie, exercice de défense contre l'incendie, formation du personnel sur les risques des installations,) ;
- articles 4 et 22 (portes coupe-feu) ;
- article 11 (rétention des eaux d'extinction incendie) ;

Considérant que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où ils sont susceptibles d'accroître les risques d'incendie et d'en aggraver les conséquences ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société TIAG INDUSTRIE de respecter les dispositions des articles de l'arrêté susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées :

ARRÊTE :

Article 1 – La société TIAG INDUSTRIE, exploitant un entrepôt de stockage sis Allée des Ajoncs – ZAC de la Montane sur la commune d'Eyrein, est mise en demeure de respecter, dans les délais mentionnés, les dispositions des articles suivants de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé :

- article 1.4, en :
 - élaborant, **sous 3 mois**, et en mettant à jour a minima de manière hebdomadaire un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées, permettant de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents dans chaque zone de stockage en précisant pour les matières dangereuses (le fioul domestique dans le cas présent) les différentes familles de mention de dangers associées, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées ;
 - élaborant, **sous 3 mois**, un plan général des zones d'activités ou de stockage (intérieures et extérieures) utilisées pour réaliser l'état des stocks visé au premier point qui doit être accessible dans les mêmes conditions et à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation ;
- article 21, en élaborant et communiquant à l'Inspection des installations classées, **sous 4 mois**, l'ensemble des consignes listées dans cet article en s'assurant de les tenir à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel ;
- article 2-III, en éloignant, **sous 1 mois**, d'au moins 10 mètres les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie des parois externes des cellules de l'entrepôt ;
- article 4, en s'assurant, **sous 6 mois**, de mettre en conformité le local de pause mis à disposition de ses salariés conformément aux dispositions de cet article ;
- article 12, en mettant en place, **sous 4 mois**, dans l'auvent et les 2 structures adjacentes une détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à ses services. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site ;
- article 13, en :
 - s'assurant de laisser, **sans délai**, les RIA et extincteurs accessibles en toute circonstance et en s'assurant de leur bonne signalisation ;
 - réalisant, **sous 3 mois**, le premier exercice de défense incendie, en lien éventuellement avec le SDIS. La date de réalisation de l'exercice devra être communiquée en amont à l'Inspection des installations classées et le compte-rendu devra également lui être adressé en suivant. Ces exercices devront être renouvelés a minima tous les 3 ans ;
 - s'assurant, **sous 4 mois**, de la bonne formation du personnel de l'entreprise sur les risques des installations, les conduites à tenir en cas d'incident sur le site et sur la

mise en œuvre des moyens d'intervention. Les personnes désignées par l'exploitant pour intervenir doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours. A ce titre, les attestations de formation de ces personnes devront être adressées à l'Inspection des installations classées en suivant.

- articles 4 et 22, en :
 - faisant réaliser, **sous 3 mois**, le contrôle du bon fonctionnement des portes coupe-feu ;
 - s'assurant, **sans délai**, de la bonne fermeture de la porte séparant les bureaux de l'entrepôt et de son caractère coupe-feu ;
 - apposant, **sans délai**, des affiches sur les portes coupe-feu permettant d'identifier clairement leur caractère coupe-feu et apporter la preuve, **sous 1 mois** à l'Inspection des installations classées, de la mise en place de cette consigne ;
- article 11, en justifiant à l'Inspection des installations classées, **sous 3 mois**, de la présence des vannes permettant d'isoler, le cas échéant, les eaux d'extinction incendie, de leur bon fonctionnement (dispositifs actionnables en toute circonstance localement) et de leur signalement. Il communique par ailleurs à l'Inspection des installations classées, **dans ce même délai**, la consigne mise en place à cet effet.

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, dans les délais sus-visés, les éléments justifiant de la réalisation des actions correctives permettant de respecter les articles sus-mentionnés.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 – Le présent arrêté est notifié à la société TIAG INDUSTRIE.

Article 4 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur le site internet des services de l'État dans le département.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 5 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Corrèze pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Corrèze, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire d'Eyrein.

A Tulle, Le 30 décembre 2025

Le préfet,

Vincent BERTON